

https://dspace.org/

Parliament, Participation and Policy Making

Pabari, Mine; Odhowa, Ahmed Hassan

2020-06
CLEAR-AA
https://hdl.handle.net/10539/29177

Downloaded from a DSpace repository. https://dspace.org/

UNIVERSITY OF THE WITWATERSRAND, JOHANNESBURG

clear
Centers for Learning on Evaluation and Results
ANGLOPHONE AFRICA

NOTE DE POLITIQUE CLEAR-AA

MARS 2021

INSTITUTIONNALISATION DE L'UTILISATION DES ÉVALUATIONS POUR ÉCLAIRER LES POLITIQUES ET LA PRATIQUE:

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE BASE, AFRIQUE DU SUD

NEDSON POPHIWA

Commission nationale des consommateurs. Ancien directeur de recherche et de gestion de la connaissance à CLEAR-AA et chercheur en charge de l'étude

CAROL NUGA DELIWE

Ministère de l'Éducation de base

JABULANI MATHE

Consultant, ancien directeur d'évaluation au DPME en charge du DBE

STEPHEN TAYLOR

Ministère de l'Éducation de base



www.routledge.com/9780367440077

RÉSUMÉ ET MESSAGES ESSENTIELS

Le secteur éducatif sud-africain a du mal à se défaire de l'héritage de l'apartheid et à créer un système éducatif efficace. La scolarité est à la charge du ministère de l'Éducation de base (DBE) qui a été un pionnier dans l'utilisation des évaluations, de la recherche et des données au sein du gouvernement. Cette étude de cas porte sur l'expérience du DBE quant à l'utilisation des évaluations, et se concentre particulièrement sur deux d'entre elles : l'évaluation du programme de bourses Funza Lushaka et celle du programme national de nutrition scolaire. Une utilisation instrumentale, conceptuelle et de processus des évaluations est visible, apportée par le biais d'une variété d'interventions d'utilisation. Certaines des interventions destinées à promouvoir l'utilisation étaient requises par le système national d'évaluation. Le DBE a facilité d'autres interventions. L'étude de cas donne des exemples de politiques et de pratique fondées sur des données probantes et donne un exemple d'utilisation efficace des évaluations par un ministère du gouvernement.

Les messages essentiels qui ressortent de cette étude portent sur l'importance d'avoir un diffuseur de connaissances interne qui défend et soutient la génération et l'utilisation de données probantes et sur l'utilité d'un système national d'évaluation qui fournit des éléments qui promeuvent l'utilisation.

Contexte

La majorité des gens ont expérimenté le système éducatif et ont des idées arrêtées sur les lacunes de ce dernier et sur la manière de l'améliorer. Pour s'attaquer à des problèmes, il faut jongler avec des idées populaires et des démarches scientifiques et fondées sur des données probantes. Le DBE a été un pionnier dans l'utilisation de données probantes pour éclairer les politiques et la prise de décision et a aussi été une partie prenante importante dans l'établissement du système national d'évaluation sud-africain (SNE).

Cette note de politique examine deux mini-études de cas relatives à l'utilisation des évaluations par le DBE, notamment le programme de bourses Funza Lushaka (FLBP) destiné aux enseignants et le programme national de nutrition scolaire (NSNP). Ils ont été sélectionnés pour cette étude sur la base de l'importance des programmes et compte tenu de l'intention du DBE d'utiliser les produits et les résultats des évaluations pour renforcer le soutien aux politiques et à leur mise en œuvre. Cette note de politique cherche à décrire les facilitateurs contextuels, institutionnels et culturels et à présenter les obstacles à l'utilisation des données probantes dans la sphère des politiques éducatives.

Cette note de politique fait partie d'une série de notes de politique qui s'inspirent de la recherche menée dans différentes régions d'Afrique de novembre 2018 à juin 2019. Cette recherche a examiné les processus qui soutiennent ou entravent l'utilisation des données probantes dans différents contextes africains et secteurs de développement.[1] Elle a utilisé un cadre de changement de comportement pour analyser le contexte, les interventions appliquées qui encouragent l'utilisation des données probantes, la manière dont cela a conduit à des changements de capacité, de motivation et d'occasions d'utiliser les données probantes et enfin, l'utilisation même des données probantes. Le cadre de la recherche et les résultats qui en émergent ont été transmis par le biais de la note de politique dans cette série, par des vidéos et par un livré publié « Utilisation des données probantes dans les politiques et la pratique : leçons d'Afrique », édité par Ian Goldman and Mine Pabari, avec les contributions de 39 auteurs.[2]

Le développement de structures destinées à l'utilisation de données probantes au DBE après 1994

L'une des premières tâches du nouveau système de planification éducative mis en place en 1994 était de comprendre l'étendue et la forme du système éducatif puisque de nombreux systèmes de la période de l'apartheid avaient été combinés en un seul. Les premières incursions dans l'utilisation de données probantes se sont inspirées des premiers registres des besoins scolaires, commandités en 1996 pour fournir des informations de planification sur la répartition des ressources et sur l'ampleur des retards auxquels le nouveau gouvernement devait faire face. Un système de gestion de l'information en éducation a été créé en 2001 pour collecter des informations sur les ressources au niveau des écoles, complétant ainsi les informations dans le système d'administration du personnel. Ceci a été suivi par la mise en place d'une petite unité de soutien aux politiques (PSU) pour soutenir la planification, le suivi et l'évaluation d'ensemble du système et pour suivre la performance à moyen et à long terme. Cela fait des années que le DBE utilise des données probantes statistiques provenant des données administratives, des statistiques officielles sur la population et d'enquêtes spéciales.

Au cours de sa première décennie, la PSU s'est concentrée sur la génération d'analyses pertinentes pour les politiques et sur les tendances utilisant des données en

1 La recherche a été menée dans cinq pays (Bénin, Ghana, Kenya, Afrique du Sud, Ouganda) et au sein de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS).

2 Les notes de politique relatives à chaque étude sont accessibles à https://www.wits.ac.za/clear-aa/supporting-evidence-use-in-policy-and-practice/ et les chapitres à https://www.taylorfrancis.com/books/using-evidence-policy-practice-ian-goldman-mine-pabari/e/10.4324/9781003007043

interne et des enquêtes spécialement commanditées. Avant 2010, la PSU et l'unité chargée de la planification et du suivi à court et moyen terme ont été fusionnées et la nouvelle unité a été rebaptisée « unité de coordination de recherche, de suivi et évaluation (RCME) à la direction générale de la planification stratégique, de la recherche et de la coordination (CD : SPRC), avec à sa tête l'ancien directeur de soutien aux politiques. La nouvelle unité a gardé les fonctions de la PSU et a désormais la charge de la coordination intergouvernementale, de la planification stratégique, de la coordination, de la recherche et du S & E. Ses réunions préparatoires, ses rapports et ses analyses sur les tendances pertinentes pour les politiques ont été adoptées dans les cercles politiques. Des exposés faits par le directeur général et par des hauts cadres à des corps de supervision et des parties prenantes incluent un nombre croissant de références à des données et à des tendances, plutôt que d'offrir une narration de modèles, de programmes livrés et de visites de suivi. Les résolutions prises au cours de conférences du parti au pouvoir ont aussi commencé à faire référence à ces informations.

Les grands changements du gouvernement liés aux approches du suivi et de l'évaluation (S & E) ont été cruciaux dans le soutien au dynamisme du DBE. En 2010, un ministère de la Performance (renommé plus tard « Planification »), du suivi et de l'évaluation (DPME) a été créé en tant que champion du S & E du gouvernement. Un cadre national de politique d'évaluation a été approuvé par le Conseil des ministres en novembre 2011, avec des experts du DBE en tant que co-auteurs (Davids et al. 2015 ; Philipps et al., 2014). Pour tenter de développer une coalition destinée à soutenir le système d'évaluation, le DPME a créé un groupe de travail technique d'évaluation interministériel (ETWG) en tant que « groupe solide et avocat du système » (Goldman et al., 2015, p.3). Le DBE a été parmi les premiers à adopter l'ETWG et en devenir membres puisque l'ETWG avait déjà entrepris des évaluations. Entretemps, le DBE a identifié un certain nombre de vastes programmes pour l'évaluation, qui allaient du développement de la petite enfance aux meilleures méthodes d'enseignement de la lecture, en passant par la nutrition et les bourses pour la formation initiale des enseignants (ITE). Ces évaluations ont été menées en partenariat avec le DPME et faisaient partie des plans nationaux d'évaluation.

Les deux évaluations

L'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE BOURSES FUNZA LUSHAKA

Le programme de bourses Funza Lushaka a été lancé en 2007 et offre des bourses complètes à des étudiants brillants qui désirent s'inscrire aux programmes de l'ITE pour devenir enseignants de sujets prioritaires tels que les mathématiques, la physique et la comptabilité, pour le niveau débutant du programme et dans des localités prioritaires telles que les zones rurales. C'est un programme de grande envergure qui a touché 23 392 étudiants au cours de la période d'évaluation (2007-2012), en moyenne 15% du nombre total des inscrits à l'ITE au cours de cette période (DPME/DBE, 2016a).

L'évaluation a découvert que le FLBP obtenait de bons résultats et était globalement efficace (et rentable) pour attirer les étudiants brillants qui terminent le programme dans les délais et occupent des postes rémunérés par le gouvernement dans des établissements publics (DPME/DBE, 2016). Cependant, l'évaluation a identifié des insuffisances à divers niveaux de la mise en œuvre par le gouvernement et elles concernent le recrutement et le placement des éducateurs. L'évaluation s'est terminée par un rapport final, par la réponse de la direction et par un plan d'amélioration pour faire face aux résultats. Ils ont été approuvés par le Conseil des ministres en mars 2017.

Les responsables du projet et les parties prenantes ont cité plusieurs exemples qui montrent comment les résultats et les recommandations ont été utilisés. Le fait de repenser le critère de sélection pour cibler des domaines de spécialisation spécifiques pour les enseignants a été un aspect essentiel. L'évaluation a recommandé que le DBE ainsi que les universités développent un système efficace pour suivre les domaines prioritaires pour les étudiants inscrits et que les matières soient déterminées entre le dépôt des dossiers d'inscription et la sélection (DPME/DE, 2016). Depuis lors, ils ont produit une série de directives et de critères de sélection des étudiants conformément à la géographie et aux matières, ainsi qu'aux phases requises par la politique du FLBP et sont aussi devenus plus stricts quant à la sélection des bénéficiaires (utilisation instrumentale). Deuxièmement, le processus de prise en main de l'évaluation a été très important en lui-même (utilisation du processus) et a conduit à un apprentissage considérable. Par exemple, l'atelier sur la théorie du changement a rassemblé des officiels des institutions de l'enseignement supérieur, du programme national de soutien financier aux étudiants (NSFAS), des groupes de la société civile et des officiels provinciaux et nationaux des ministères pour comprendre les éléments essentiels du programme de bourses (utilisation conceptuelle). Enfin, il y a des exemples *d'utilisation involontaire*. Le parlement s'est davantage intéressé à la compréhension du placement des diplômés dans des régions ciblées qu'aux données logistiques et administratives relatives à la gestion des placements.

L'ÉVALUATION DU PROGRAMME NATIONAL DE NUTRITION SCOLAIRE

Le programme national de nutrition scolaire (NSNP) vise à améliorer la santé et le statut nutritionnel des apprenants issus de milieux défavorisés. Le principal objectif de l'évaluation était de vérifier que la mise en œuvre du NSNP était telle qu'elle pouvait produire des effets sanitaires et scolaires bénéfiques pour les élèves

de l'école primaire et elle visait aussi à établir le moyen de rendre le programme plus efficace. Le rapport d'évaluation a été approuvé en octobre 2016. Un plan d'amélioration a été développé et les deux ont été présentés en Conseil des ministres. L'évaluation du NSNP a permis au DBE de comprendre les succès de la mise en œuvre, les obstacles à celle-ci, les insuffisances du programme, une vue d'ensemble des perceptions, des préoccupations et des réussites liées à la mise en œuvre du programme. Ces informations ont renforcé la possibilité pour les décideurs politiques de mettre sur pied un plan d'action pour le NSNP, longtemps après l'expiration de la période de planification de l'amélioration et de rédaction du rapport.

Les responsables du projet et les parties prenantes ont cité plusieurs exemples qui illustrent la manière dont les résultats et les recommandations de l'évaluation du NSNP ont été utilisés. Les résultats *ont servi d'instruments* en ce sens qu'ils ont directement été utilisés pour apporter des changements au lancement du NSNP. Premièrement, les recommandations incluaient l'introduction du ciblage individuel dans certaines provinces ou écoles dans lesquelles tous les élèves ne prennent pas régulièrement des repas financés par le NSNP et dans lesquelles les niveaux de revenus et de pauvreté sont variables. Plusieurs groupes de travail ont été constitués pour déterminer les critères de ciblage à utiliser pour le retrait des élèves du programme, l'un d'eux recommandant qu'il y ait des critères définis pour offrir des repas en fonction des besoins tant que c'est abordable (utilisation instrumentale). Deuxièmement, il a été recommandé que les directives du NSNP spécifient à qui les repas sont destinés et comment les restes et les stocks doivent être gérés. Le suivi de la mise en œuvre a aussi été pris en compte. Le DBE s'est engagé à revoir ses directives sur les repas et à créer un système de contrôle des stocks et des plans pour la gestion des restes afin d'éviter le gaspillage alimentaire. Le DBE a évalué la qualité des protéines de soja et développé une liste de fabricants qui se conforment aux exigences, liste qui a été envoyée aux administrations provinciales du DBE à la fin de l'année 2017 pour guider les décisions relatives aux appels d'offres (utilisation instrumentale). En outre, le processus d'évaluation a permis un approfondissement de la compréhension des activités du NSNP par les parties prenantes, des occasions de meilleure mise en œuvre, de l'utilité (DPME, 2017) et est donc un exemple d'utilisation conceptuelle. Lors de l'un des ateliers de planification qui ont façonné l'objectif de ce chapitre, l'un des commentaires marquants a relevé que le DBE était l'un des rares ministères à avoir « institutionnalisé l'utilisation des données probantes » provenant de la recherche et des évaluations.

Les interventions qui ont favorisé l'utilisation et comment cela a stimulé le changement

Le tableau résume les interventions entreprises pour promouvoir l'utilisation des données probantes. Le système national d'évaluation sud-africain requiert certaines de ces activités mais le DBE a ajouté d'autres interventions.

Tableau 1 : Les interventions d'utilisation et leur influence sur l'utilisation

Intervention	Conséquence et mécanisme de changement activé
Systèmes du DBE	
Rôle de diffuseur de connaissance de la direction générale de la planification stratégique, de la recherche et de la coordination (CD : SPRC)	La CD : SPRC « a fait sa propre promotion » auprès des directeurs de programme pour les persuader que les évaluations améliorent la mise en œuvre et pour les encourager à identifier des sujets possibles. En travaillant avec les responsables de programmes, la CD : SPRC a aidé à *sensibiliser* aux évaluations du ministère et à leurs résultats, à développer la *confiance* dans les résultats et leur crédibilité et à veiller à l'*institutionnalisation*[1] des mécanismes pour répondre à l'évaluation. La CD : SPRC a utilisé des canaux de communication internes pour informer le ministre et la direction des résultats et des recommandations.
La CD : SPRC a joué un rôle important dans les évaluations.	Le DBE a réussi a joué un rôle technique important dans l'évaluation grâce à ses techniciens, augmentant ainsi la crédibilité et la légitimité de cette dernière au sein du DBE et ce faisant, a aussi augmenté la confiance dans les résultats.
Présentation des évaluations dans divers forums	Les évaluations ont été présentées au Conseil des ministres de l'Éducation, lors de la rencontre des directeurs techniques du ministère dans les administrations (rencontre connue sous le nom de « HeadComm ») provinciales avec le gouvernement (directeur de la communication) et à divers sous-comités interprovinciaux en se concentrant sur différents sujets tels que le perfectionnement des enseignants, les programmes scolaires, la planification et le S & E, ce qui a permis de construire la *confiance* dans les résultats de l'évaluation.

Intervention	Conséquence et mécanisme de changement activé
Éléments du NES	
Groupe de travail technique (TWG) et comité de pilotage de l'évaluation (ESC)	La présence du TWG et du ESC a permis le co-développement de tous les niveaux de l'évaluation, de la formulation à la finalisation. Ceci a favorisé l'*entente* entre le DPME et le DBE, leur *appropriation* des résultats, leur confiance en ces derniers, et les a convaincus de l'utilité des résultats de l'évaluation.
Développement de la théorie du changement avec les parties prenantes	A aidé à construire une *compréhension* commune du fonctionnement du programme, valable en lui-même. Travailler avec les parties prenantes sur la théorie du changement a stimulé leur intérêt dans leur participation au processus ainsi que leur compréhension de ce dernier.
Atelier de validation avec les parties prenantes	Ceci a permis aux parties prenantes *de prendre conscience* des résultats et par la suite, des recommandations ont été développées de manière *interactive* avec les parties prenantes. Les acteurs ont eu l'occasion de réfléchir aux recommandations et ainsi de les accepter, de se les approprier et d'*avoir confiance* dans les résultats.
Rapport de synthèse	A amélioré l'accessibilité et contribué au plaidoyer et à la dissémination des résultats.
Réponse de la direction	La réponse de la direction est un mécanisme *formel* selon lequel les différents ministères doivent reconnaître les recommandations et indiquer celles qu'ils acceptent ou rejettent et pourquoi. Il offre un moyen d'*institutionnaliser* les recommandations.
Plan d'amélioration	Un plan d'amélioration est un autre mécanisme *formel* pour s'accorder sur la manière de progresser dans les recommandations et de les *institutionnaliser*. Un plan d'amélioration a été développé et mis en œuvre pour chaque évaluation.
Évaluation de la qualité	La qualité des deux évaluations a été formellement contrôlée pour le DPME afin de veiller à la crédibilité des résultats de l'évaluation et à ce qu'ils *inspirent confiance*.
Rapport public sur le site Web du DPME	Une fois les rapports approuvés par le Conseil des ministres, ils ont été mis à la disposition du grand public sur les sites Web du DBE et du DPME. Ceci a permis aux parties prenantes d'*accéder* aux informations et, ce faisant, à promouvoir *la prise de conscience des résultats*.
Approbation par le conseil des ministres	L'exigence de faire passer les évaluations par le Conseil des ministres a été efficace ; elle a permis de prendre au sérieux très tôt les résultats de l'évaluation et de générer le rythme des actions de suivi. Elle a aussi favorisé l'*entente* entre les membres du Conseil des ministres et l'*appropriation* des résultats.
Rôle du directeur d'évaluation au DPME	A fourni une assistance technique, des conseils et du soutien logistique pour les processus impliqués dans les évaluations et a servi de pont pour rendre compte au Conseil des ministres du gouvernement.

Dans l'ensemble, nous constatons que la CD : SPRC a joué un rôle essential de *défenseur* de l'utilisation des évaluations, et de *diffuseur de connaissances* auprès des responsables de programmes, de la haute administration du DBE, du DPME et du prestataire de services de l'évaluation. Généralement, le travail de la direction de la recherche et de l'évaluation a été pris plus au sérieux au cours des années. Il existe un changement d'attitude notable de la haute administration, ce qui indique l'importance des données probantes qu'elle génère et utilise.

Implications pour les politiques et recommandations

Depuis 2013, la majorité des recommandations dans les évaluations du DBE se sont concentrées sur la promotion de l'efficacité opérationnelle, plutôt que sur la suggestion de la nécessité d'avoir des ressources supplémentaires. En général, loin d'être des exercices de conformité, les recommandations ont été utilisées pour l'amélioration opérationnelle et l'examen des politiques.

Certaines des leçons pour les politiques et les recommandations qui en émergent sont présentées ci-dessous

- Avoir le même *leadership* pendant une période relativement longue donne de la stabilité, ce qui permet d'avoir du temps pour générer des données probantes et les utiliser pour conduire au changement. Le ministre de l'Éducation de base est en poste depuis 2009 et de nombreux membres importants du personnel tels que le directeur de la CD : SPRC sont aussi en poste depuis longtemps.
- Les *crises* peuvent offrir l'occasion d'utiliser des données probantes (et préparer une collection de données probantes peut permettre d'avoir une réponse rapide avec ces dernières lorsque c'est nécessaire). Une crise liée à l'approvisionnement de livres scolaires a poussé à une évaluation franche des faiblesses et a provoqué le désir de voir où des améliorations sont nécessaires.
- Avec l'augmentation de la recherche et des évaluations commanditées par le ministère au cours des années 2010, la *volonté politique* constante de soutenir l'évaluation indépendante s'avère essentielle.
- Au DBE, la CD : SPRC a travaillé dur pour que les points de vue basculent vers l'appréciation des données probantes et pour agir en tant que

diffuseur de connaissances en associant la génération et l'utilisation des données probantes par les décideurs politiques et les responsables de programmes. Ceci illustre le rôle important joué par l'unité interne (CD : SPRC) en tant que *championne des données probantes* et *diffuseur de connaissances*.

- Les responsables de programmes portaient parfois un regard négatif sur les données probantes et le *plaidoyer* est donc nécessaire. Le rôle d'un champion interne est crucial pour résoudre ce problème et encourager l'apprentissage plutôt que l'approche punitive.
- L'existence d'un *système national d'évaluation qui se concentre sur l'utilisation* avec un champion national qui mène des évaluations, motive à les utiliser et offre de l'assistance technique est un soutien supplémentaire considérable pour encourager des systèmes qui promeuvent l'utilisation des données probantes.
- Les études de cas montrent l'importance d'une démarche qui soutient *l'implication des parties prenantes* tout au long du processus afin qu'elles s'approprient à la fois le produit et le processus. Dans les exemples de cette étude de cas, les parties prenantes étaient impliquées dans le développement d'une théorie sur le changement et les recommandations étaient développées de manière itérative dans un atelier plus large de validation des parties prenantes.
- L'importance de la *légitimité perçue des messagers*. Lors de l'une des évaluations, le choix du prestataire de services a été considéré comme problématique parce qu'un critique renommé des programmes du gouvernement avait été nommé lors d'un processus d'appel d'offres concurrentiel. Cette personne avait ensuite émis un avis plutôt négatif sur les premières moutures de l'étude, sans les preuves nécessaires pour soutenir certaines de ses déclarations, compromettant possiblement ainsi la légitimité des résultats de l'étude. Le DBE avait alors insisté pour que les données probantes issues de l'étude soient montrées pour chaque conclusion tirée et chaque recommandation faite avant leur inclusion dans le rapport d'évaluation final, conformément aux pratiques de recherche standard.

En général, les mini-cas de cette étude indiquent des niveaux considérables d'utilisation qui peuvent être attribués aux facteurs susmentionnés. Ils montrent comment un ministère du gouvernement peut entreprendre des évaluations et les utiliser efficacement et indiquent aussi l'importance d'une diffusion interne de la connaissance pour défendre et soutenir ceci, ainsi que l'utilité d'un système national qui offre des éléments qui encouragent l'utilisation.

Références

Davids, M., Samuels, M.-L., September, R., Moeng, T.L., Richter, L., Mabogoane, T.W. et al. 2015. 'The pilot evaluation for the National Evaluation System in South Africa – A diagnostic review of early childhood development', African Evaluation Journal 3 (1), Art. #141, 7 pages. http://dx.doi.org/10.4102/aej.v3i1.141

DPME 2017. Report on the Assessment of Government Evaluations – Implementation Evaluation of the National School Nutrition Programme.

DPME/DBE 2016. Implementation Evaluation of the Funza Lushaka Bursary Programme: Policy Summary, Executive Summary and Summary Report.

Goldman, I., Mathe, J., Jacob, C., Hercules, A., Amisi, M., Buthelezi, T., Narsee, H., Ntakumba, S. & Sadan, M. 2015. Developing South Africa's National Evaluation Policy and System: First Lessons Learned. African Evaluation Journal 3(1), 9 pages. doi:https://doi.org/10.4102/aej.v3i1.107

Goldman, I and Pabari, M, (eds) 2020. Using Evidence in Policy and Practice – lessons from Africa, Abingdon, Routledge.

Langer, L., Tripney, J. and Gough, D. 2016. The science of using science. Researching the use of research evidence in decision-making. Technical Report. London: EPPI-Centre, Social Science Research Unit, UCL Institute of Education.

Phillips, S., Goldman, I., Gasa, N., Akhalwaya, I. & Leon, B. 2014. A focus on M&E of results: An Example from the Presidency, South Africa. Journal of Development Effectiveness 6, 392–406. https://doi.org/10.1080/19439342.2014.966453

Pophiwa, N, Nuga Deliwe, C, Mathe, J and Taylor, S (2020). Using evaluations to inform policy and practice in a government department: The case of the Department of Basic Education in South Africa, in Goldman and Pabari (2020).

Weyrauch, V., Echt, L., & Suliman, S. (2016). Knowledge into policy: Going beyond context matters framework. 73.

À PROPOS DE LA RECHERCHE

Cette note s'appuie sur des études de cas menées dans le cadre du projet « Données probantes dans la pratique : documentation et diffusion des leçons d'élaboration et de mise en œuvre de politiques fondées sur les données probantes en Afrique », soutenu par la Fondation Hewlett.

Les études de cas ont été guidées par un cadre analytique qui combine deux cadres différents : i) le cadre de la science de l'utilisation de la science qui examine les interventions et les résultats probants dans une perspective de changement de comportement (Langer et al., 2016) et le cadre des questions de contexte qui sert d'outil pour une meilleure compréhension des facteurs contextuels affectant l'utilisation des données probantes (Weyrauch et al., 2016). Le cadre aborde l'utilisation des données du point de vue des décideurs (c'est-à-dire du point de vue de la demande plutôt que de l'offre). Le cadre prend en compte les influenceurs contextuels et décompose un parcours de données probantes en fonction de la manière dont elles sont générées, des interventions faites afin de garantir leur utilisation, des mécanismes de changement qui en résultent et des relations entre les parcours des données probantes et les résultats immédiats et plus importants qui en découlent.



www.routledge.com/9780367440077

UNIVERSITY OF THE WITWATERSRAND, JOHANNESBURG

clear
Centers for Learning on Evaluation and Results
ANGLOPHONE AFRICA

CLEAR Anglophone Africa
@CLEARAA1
CLEAR Anglophone Africa
CLEAR.AnglophoneAfrica@wits.ac.za
www.wits.ac.za/clear-aa
+27 11 717 3157

The Oval Building, University of the Witwatersrand
2 St David's Place, Parktown, Johannesburg